

Avis des acteurs sociaux

POUR UNE PENSÉE ET UNE ACTION COLLECTIVES

Comment les pauvres perçoivent-ils les questions environnementales ? Comment les aborder avec eux ? Nous avons posé ces questions à quatre associations travaillant au quotidien avec ces publics. Synthèse.

« **En** général, l'environnement n'est pas la première chose qui vient à l'esprit des personnes précarisées. C'est quand les animateurs l'impulsent qu'on peut voir s'il y a un intérêt, » raconte Christine Steinbach, des Equipes populaires. Et de rappeler l'importance d'aller à la rencontre de ces publics, afin de les outiller. Régis De Muylder, d'ATD Quart Monde, précise que la question écologique est un sujet assez récent dans son secteur. « Pour aborder ces questions, dit-il, nous évitons d'employer des concepts lointains, style 'développement durable'. Nous partons plutôt de leur vie quotidienne : le quartier, les factures d'énergie, la mobilité, pour ensuite, éventuellement, construire collectivement une réflexion globale sur l'écologie. »

Du local au global

L'intérêt de l'éducation à l'environnement à l'attention de publics précarisés se situe notamment là, dans ce passage du local au global. Pour ce faire, tous les travailleurs sociaux interrogés utilisent les mêmes ressorts généraux : faire se rencontrer les personnes précarisées pour que se construise une pensée et une action collective, en partant d'une situation vécue concrètement.

La notion de proximité occupe également une place essentielle. Les personnes précarisées sont peu mobiles. Elles s'éloignent très rare-

ment de leur environnement quotidien. Loïc Géronnez, de Periferia, une association spécialisée dans les processus de participation citoyenne, en parle : « Comment les gens sortent de leur cadre direct, pour penser leur quartier, puis leur pays, puis le monde ? Nous essayons d'impulser un changement d'échelle dans le raisonnement. A quelle échelle je me place quand je pense mon action ? Ce changement vient d'un croisement de perspectives : en mettant des gens ensemble, pour aborder un problème (logement, cadre de vie...). C'est de la pédagogie par l'échange et par le processus, plutôt que par le contenu ou par la norme ». Comme l'explique Christine Steinbach : « Le discours général sur la protection de l'environnement nous ramène trop souvent à un ciblage des comportements personnels (que puis-je faire, moi, pour...), qui fait place à un sentiment de culpabilité, ou d'impuissance, voire à un rejet. Pour en sortir, il faut pouvoir sans cesse articuler l'individuel au collectif. »

Autre rapport au temps

Aborder l'environnement avec un public précarisé nécessite aussi de changer le rapport au temps. « Pour nombre de pauvres, obligés de changer souvent de logement, le cadre de vie est très éphémère, explique Régis De Muylder. Alors que les questions d'environnement nécessitent une projection dans le temps, les pauvres sont dans l'urgence de la vie quotidienne. Comment parler de comportement durable quand on est dans une logique de survie ? » Luc Lefebvre, de Luttes Solidarités Travail (LST),



Photo : © Marc Deckers

Pourquoi est-il important d'éduquer les plus pauvres à l'environnement ?

« En premier lieu, il faudrait se poser la question à l'envers : pourquoi ne serait-il pas important de travailler avec les groupes sociaux précarisés sur un des thèmes fondamentaux de notre époque ? C'est leur droit, sans aucun doute, de pouvoir prendre part à une éducation à l'environnement adéquate, comme ce l'est pour n'importe quel autre segment de la société. Ce qui ne veut pas dire que cela soit facile ou confortable. Et c'est peut-être cela qui nous fait le plus peur.

De plus, ils méritent un dévouement particulier, étant donné que, bien souvent, il s'agit d'un des secteurs de la population qui est le moins à même de recevoir une information complète, et de comprendre les enjeux de la crise environnementale. En ne leur offrant pas l'accès à cette connaissance, nous leur nions le droit de participer à cette question cruciale et de décider. C'est une autre forme d'exclusion, invisible.

Il est important de travailler avec eux parce que, dans de nombreux cas, ils nous apprennent d'autres formes de relations, d'autres façons de voir et de se voir dans l'environnement et la société. »

Miguel Melendro, professeur de la Chaire Unesco d'éducation environnementale et développement durable de l'UNED (Madrid), et directeur de l'Institut de recherche écosociale.

nuance : « L'immédiateté, c'est la culture dominante, qu'on soit riche ou pauvre ». Chez LST, il a travaillé la question du développement durable avec les plus pauvres et rappelle également que environnement et dynamiques sociales sont étroitement liés : « Quand les plus pauvres analysent leur environnement, leur cadre de vie, ils voient parfois l'exclusion et l'exploitation dont ils sont victimes. »

Dans le même sens, Periferia souligne qu'il est important d'amener les personnes précarisées à sortir d'un modèle dominant, pour construire leurs propres priorités collectives : « Il faut que la société civile, les associations ressources, soulèvent aussi avec ces groupes de participation les enjeux auxquels ils ne pensent pas nécessairement. » Par exemple, comment réussir à investir dans un quartier, sans reproduire le mécanisme d'un cadre de vie verdoyant et accueillant, mais qui exclut car attirant alors les catégories plus aisées, prêtes à payer des loyers plus élevés (phénomène de gentrification) ? « Les pauvres eux-mêmes sont attirés vers ces modèles qui les excluent, constate Loïc Géronnez. L'enjeu de la capacitation citoyenne sera de renforcer les gens dans leur capacité à prendre distance, à poser leurs priorités, à intervenir dans l'espace public. Les pauvres sont ceux qui ont le moins accès à la parole, ils n'osent pas parler. En les faisant participer, on a la volonté de rééquilibrer les capacités et pouvoirs d'influence. »

Propos recueillis par Christophe DUBOIS



Photo : © Marc Deckers

Idée à prendre : un diagnostic marchant

Une trentaine de personnes déambulent, ce samedi d'automne, dans les rues du quartier Lemmens, à Anderlecht. La plupart sont « simples habitants ». Certains coiffés d'une casquette spécifique : instituteur, président du Comité de quartier, représentant de la mosquée... A leurs côtés, les échevins des finances, des travaux publics et du logement, ainsi que des techniciens : architectes, services communaux, agents de prévention et de sécurité... Tout ce petit monde participe aujourd'hui au « Diagnostic marchant » organisé par l'association Periferia. « L'idée est d'arpenter le quartier, carte à la main et sens en éveil, avec trois types d'acteurs : habitants, professionnels et élus. Cela permet de croiser les regards, d'analyser ensemble les fonctionnements et dysfonctionnements de cet espace, de voir comment les décisions techniques ou politiques rencontrent, ou pas, le vécu social », explique Loïc Géronnez, de Periferia. Chacun a une expertise. Dans ce quartier pauvre de Bruxelles, les points de vue des habitants, pas toujours exprimés ou pris en compte, méritent d'être valorisés. C'est le constat fait par les élus eux-mêmes, après l'impact relatif des deux premiers contrats de quartier. Malgré les investissements consentis, il n'y a pas eu appropriation des décisions publiques par les citoyens, d'où la volonté affichée de dorénavant les faire davantage participer.

« Le diagnostic n'est qu'une première étape d'une démarche plus globale de participation et de capacitation des habitants, précise Loïc. Il balaye large: mobilité, espace public, propreté, sécurité, connexions avec le reste de la ville... Il faudra ensuite, dans une alternance entre temps de réunion et descentes dans la rue, dégager les priorités, affiner les constats, analyser les solutions possibles ». En termes de solutions, c'est parvenir notam-

ment à mettre en débat les choix des techniciens : est-il par exemple préférable de poser tel type de revêtement sur trois rues ou tel autre sur seulement deux ? Et, bonne nouvelle, à Anderlecht, la commune souhaite même faire participer les habitants à certains choix budgétaires.

L'enjeu de l'ensemble du processus consiste à rendre à un quartier oublié des investissements, son droit à la ville et à des espaces publics de qualité. Les démarches de participation mises en œuvre espèrent remplir ce défi.

Christophe DUBOIS

En savoir plus sur la technique de diagnostic marchant : téléchargez le livret rouge « Diagnostic Marchant » sur www.capacitation-citoyenne.org



Repenser le cadre de vie par une balade en rue confrontant les regards des élus, des techniciens et des habitants